

**Convention collective départementale**

**IDCC : 9811. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Tarn)  
(6 mai 2002)**

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,  
*Journal officiel* du 17 janvier 2003)

---

**AVENANT N° 39 DU 27 OCTOBRE 2015**

NOR : AGRS1697099M

IDCC : 9811

Entre :

La FDSEA,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Tarn ;

Le SNCEA CFE-CGC du Tarn ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 18.1 « Dispositions communes aux régimes de prévoyance décès-incapacité-invalidité » de la convention collective est complété par un paragraphe D rédigé comme suit :

**« D. – Portabilité**

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi. Les dispositions légales sur la portabilité s'appliquent en vertu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats. »

## Article 2

L'article 18.2 « Garantie décès » est modifié comme suit :

### « G. – Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation globale de 0,44 % répartie comme suit :

- le capital décès est financé par une cotisation de 0,21 % de l'ensemble des rémunérations brutes des salariés non cadres ;
- la rente éducation et l'indemnité frais d'obsèques sont respectivement financées par des cotisations de 0,21 % et de 0,02 % des rémunérations brutes des salariés non cadres. »

## Article 3

L'article 18.3 « Garantie maintien de salaire, incapacité de travail et invalidité » est modifié comme suit :

### « Cotisations

La garantie maintien de salaire :

Elle est à la charge exclusive de l'employeur et directement gérée par ce dernier.

La garantie incapacité de travail-invalidité :

Elle est financée par une cotisation globale de 0,75 % répartie comme suit :

- 0,06 % à la charge de l'employeur (invalidité) ;
- 0,69 % à la charge du salarié.

*(En pourcentage de la rémunération brute.)*

GARANTIE	COTISATION	PART PATRONALE	PART SALARIÉ
Décès	0,44	0,21	0,23
Incapacité temporaire	0,42	–	0,42
Invalidité	0,33	0,06	0,27
Total	1,19	0,27	0,92

## Article 4

Le présent avenant s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

## Article 6

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire et deux exemplaires seront déposés à l'unité territoriale du Tarn de la DIRECCTE.

Fait à Albi, le 27 octobre 2015.

(Suivent les signatures.)